



Communiqué de presse
20 janvier 2011

Education nationale : Le Mouvement Démocrate de Meurthe-et-Moselle déploire les suppressions de postes d'enseignants en Lorraine

Le Mouvement Démocrate de Meurthe-et-Moselle (MoDem 54) a pris acte des décisions relatives à la suppression massive de postes d'enseignants dans l'académie de Nancy-Metz qui devra subir une réduction de 298 postes dans l'enseignement primaire, 524 postes dans le secondaire et 19 postes administratifs.

Si cette coupe claire n'est pas une surprise, le projet de loi de finances pour 2011 ayant en effet confirmé cette suppression de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, et ce en fonction des variations démographiques, il n'en reste pas moins que cette mesure va faire subir à la région un lourd tribut tant d'un point de vue éducatif qu'économique.

La nouveauté vient en revanche de la procédure adoptée. Le ministère de l'Education Nationale s'en remet désormais au recteur d'académie pour mettre en œuvre ce budget de pénurie.

Ainsi ces décisions attestent de la volonté de l'Etat de se désengager de sa mission première d'éducation, de renoncer à promouvoir l'égalité des chances inscrite dans les fondements du pacte républicain et de passer à la hache tous les ministères et toutes les administrations qu'elles soient essentielles ou moins utiles.

Le MoDem 54 déplore ce choix de supprimer des postes d'enseignants dans le primaire mettant ainsi en danger l'avenir de nos enfants, quand on sait que le niveau des élèves en difficulté est en baisse et que 40% des élèves qui sortent du primaire ne savent pas lire.

Dans le second degré, les collèges seront proportionnellement moins touchés que les lycées. Ce privilège pourrait s'expliquer politiquement par la venue proche des prochaines élections cantonales.

Quant aux universités, force est de constater qu'elles continuent à bénéficier jusqu'en 2012 d'une sanctuarisation des moyens alloués à l'enseignement supérieur.

C'est donc une totale incohérence en terme de choix politique éducative que dénonce le Mouvement Démocrate.

L'éducation ne doit pas être considérée comme un fardeau pour le budget de la nation mais comme un investissement pour l'avenir.

Alors que nous avons besoin de reconstruire l'école, appliquer les réductions budgétaires de l'Etat sans discernement est un contre sens éducatif.

Par conséquent le Mouvement Démocrate de Meurthe-et-Moselle réitère sa volonté de voir l'éducation s'inscrire comme une priorité nationale et exprime son soutien à la journée de mobilisation prévue à l'initiative du collectif « l'éducation est notre avenir » du samedi 22 janvier